

## AKTUELL



NOUVEAU RAPPORT CLIMATIQUE

# Lis et oublie !

Raymond Klein

**Le monde change, et pas seulement en termes de température moyenne. Mais face aux errements de la politique, science et société civile semblent désespérées.**

Quoi de neuf, huit ans après l'accord de Paris, supposé être le coup d'envoi d'une action mondiale conséquente pour contrecarrer le réchauffement climatique ? « Ce rapport de synthèse fait ressortir que des mesures plus ambitieuses s'imposent de toute urgence et que, si nous agissons maintenant, nous pouvons encore garantir un avenir durable et viable à toute la planète », a dit Hoesung Lee, président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC ou IPCC, Intergovernmental Panel on Climate Change), lors de la présentation du « Sixth Assessment Report » (AR6), compilation de six rapports élaborés entre 2018 et 2022.

Lee aurait pu prononcer la même phrase il y a dix ans. Bien sûr, entre-temps, l'inaction généralisée a fait empirer la situation, mais apparemment, du côté de l'IPCC, on manque de souffle pour se lancer dans un crescendo verbal. On pourrait en retirer l'impression que les rapports de synthèse se suivent et se ressemblent. Dans ce cas, pourquoi ne pas attendre la prochaine évaluation, en 2029, expliquant encore que la situation est grave mais pas désespérée, avant d'agir ? Cela laisserait à l'humanité le temps de financer le réarmement rendu nécessaire par la nouvelle guerre froide ainsi que de surmonter la crise économique et sociale grâce à un bon coup de croissance dans les pays riches.

Côté société civile, en se basant sur la réaction du Climate Action Network, l'impression n'est pas si différente. Constat de la menace climatique, mise en garde contre de nouveaux investissements fossiles, exhortations à agir maintenant, ou au minimum durant la présente « décennie décisive », afin de maintenir le réchauffement en dessous de 1,5 degré. Les ONG n'incitent certes pas à attendre 2029, mais leur optimisme est moins convaincant que leur reprise de l'austère constat scientifique affirmant que chaque tonne de CO<sub>2</sub> et chaque dixième de degré en plus réduisent encore les chances d'un avenir supportable pour l'humanité. S'il y a un élément à relever dans le discours de la société civile, notamment du Center for

International Environmental Law associé à la Heinrich-Böll-Stiftung, c'est la vive dénonciation d'une « fausse solution » : dépasser les 1,5 degré en attendant de mettre en œuvre la séquestration du carbone, ce qui permettrait de baisser à nouveau la température avant la fin du siècle. Il s'agit d'un scénario envisagé par l'IPCC, mais qui comporte d'énormes risques de dérive climatique irréversible.

## 33 ans de rappels

Le rapport de synthèse en lui-même est surtout une piqûre de rappel, alors que le grand changement politique se fait attendre. L'Europe remplace actuellement le gaz russe par celui des États-Unis ou du Golfe, les États-Unis préparent l'exploitation de nouveaux gisements d'hydrocarbures, tandis que la Chine et l'Inde profitent des prix bradés russes. Le Parlement européen vient d'adopter des objectifs de réduction de CO<sub>2</sub> insuffisants, ceux-là mêmes que le gouvernement luxembourgeois brandit avec fierté dans sa réaction au rapport de l'IPCC (pour le bilan CO<sub>2</sub> luxembourgeois, voir p. 7). De son côté, l'Allemagne bloque un accord sur la fin du moteur à combustion – alors que, en réalité, il faudrait aller jusqu'à envisager la fin de l'automobilité. La conférence climatique de décembre dernier, en Égypte, a été un désastre, et la prochaine... aura lieu aux Émirats arabes unis. Dans ces circonstances, rappeler en premier lieu les dégâts en cours et l'urgence d'agir, comme le font la plupart des réactions, peut paraître comme la priorité du moment.

Néanmoins, un sentiment de déception persiste quand on repasse en revue le communiqué de l'IPCC. « Les pertes et dommages mis au premier plan », indique un intertitre. Hélas, il ne s'agit pas du fameux « loss and damage », associé à l'idée d'un droit à la réparation des pays du Sud envers le Nord global, mais simplement du constat que le réchauffement fait, dès aujourd'hui, d'énormes dégâts. Certes, on y évoque l'inégalité par rapport aux causes et aux effets du changement climatique. Mais on peut craindre que, au nom de l'urgence, institutions et ONG se contentent de politiques « compatibles » avec les droits des populations les plus vulnérables, plutôt que de réclamer, au nom de la justice universelle, un véritable « Global Green New Deal ».

## SHORT NEWS

## Méco: Wählt Transition!

(lm) – Gemeinde- oder Nationalwahlen, was ist wichtiger? Vom Mouvement écologique werden beide gleich behandelt: Nachdem im Februar eine 156-seitige Broschüre Vorschläge für erstere versammelte, wurde vergangene Woche eine Roadmap für die Nationalwahlen vorgestellt – mit exakt gleicher Seitenzahl. Am Anfang des Dokuments steht eine Art Zusammenfassung: acht Forderungen, von „Eindeutige Stellung zu gesellschaftlichen Prioritäten beziehen“ bis „Notwendige staatliche Regulierung und Kohärenz des Regierungshandelns“, für die die NGO insgesamt 40 „konkrete Instrumente“ aufzählt. Bei der sozial-ökologischen Transition, um die es geht, bekennt sich der Méco eindeutig zur sozialen Gerechtigkeit, greift aber für seine Kritik am Bestehenden auf diskutabile Konzepte wie Überbevölkerung oder Schneeballsystem (für die Rentenversicherung) zurück. Das Kapital soll zwar stärker besteuert werden, die Rolle der Finanzrenditen und des Kapitalismus an sich wird allerdings nicht analysiert. Auf die Zusammenfassung folgen 142 Seiten detaillierter Forderungen, eingeteilt in 13 Kapitel, die von Bildung bis EU-Politik reichen. Hervorgehoben sei, dass die Umwelt-NGO das erste Kapitel der Demokratie widmet. In der Tradition ihres langjährigen Engagements für Bürger\*innenbeteiligung tritt sie unter anderem für eine Stärkung des Parlaments und eine Öffnung des Wahlrechts ein. Das Dokument kann kostenlos heruntergeladen oder in gedruckter Form bestellt werden (15 €), eine französische Fassung soll demnächst auch online gestellt werden.

## Unies contre l'autoroute

(fg) – Avant de se rendre à l'Assemblée nationale à Paris afin de voter la motion de censure contre le gouvernement Borne, les députées LFI de Moselle Charlotte Leduc et de Meurthe-et-Moselle Martine Étienne ont embarqué dans le train de 7 heures, reliant Metz à Luxembourg, ce lundi 20 mars. L'occasion pour les deux élues de partager la galère des quelque 10.000 frontaliers et frontalières qui empruntent chaque jour le chemin de fer, ballotté-es entre des trains archibondés, retardés ou annulés. Au bout du voyage, une rencontre avec leurs homologues de Déi Lénk Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis et la constitution d'une « Alliance franco-luxembourgeoise pour les alternatives à l'autoroute ». Dans le viseur des élues, le projet d'autoroute payante A31 bis, qui doit doubler l'autoroute française menant vers l'A3 au Luxembourg. « Ces projets n'apportent aucune solution à long terme à la saturation », écrivent les députées, estimant que, « bien au contraire, ils portent en eux la saturation de demain et de lourdes conséquences pour la qualité de vie de nos citoyennes, aussi bien par la dégradation de leur environnement direct que par l'aggravation des changements globaux ». Dans leur front commun, les députées veulent aller au-delà de l'opposition formelle à ce projet et invitent les collectifs, associations et syndicats à leur soumettre « les projets alternatifs pour des transports écologiquement durables et vivables pour les usagers », afin de les relayer auprès de leurs gouvernements. L'appel est lancé.

## Kritik an Nachhaltiger Finanz-Kampagne

(ja) – Sechs zivilgesellschaftliche Organisationen kritisieren eine Kampagne zu nachhaltigen Finanzen, die von der Finanzaufsicht CSSF, der Vereinigung der Fondsindustrie Alfi, der „Fondation ABBL pour l'éducation financière“ und dem Verbraucherschutzministerium gestartet wurde. Die Kampagne legt nahe, mit nachhaltigen Investitionen könne man den Planeten schützen, sich für Menschenrechte einsetzen und Inklusion fördern. Das sei jedoch viel zu unkritisch, so ASTM, Cercle de coopération des ONGD, Etika, Greenpeace, Justice et Paix und SOS Faim in einer gemeinsamen Stellungnahme. Statt die Bevölkerung über die Fallstricke und Grenzen der sogenannten nachhaltigen Finanz zu informieren, würden leere Versprechungen gemacht. Besonders die Involvierung der Alfi stößt den Kritiker\*innen sauer auf: Die Luxemburger Fondsindustrie hat in den letzten Monaten sehr stark dafür lobbyiert, dass Investmentfonds nicht unter die europäische Richtlinie über die Sorgfaltspflicht der Unternehmen in Sachen Umwelt und Menschenrechte fallen. Die zivilgesellschaftlichen Organisationen weisen auch darauf hin, dass die Luxemburger Banken ihren Kund\*innen gar keine wirklich nachhaltigen Investitionsprodukte anbieten, wie Greenpeace bei einem „Mystery Shopping“-Versuch herausfand. In der Kritik steht auch die Beteiligung der CSSF und des Verbraucherschutzministeriums – es bestünde ein Interessenkonflikt mit ihrer eigentlichen Aufgabe.